

Sujet : les aspects internes et externes du droit à l'autodétermination.

Le principe de l'autodétermination des peuples a été reconnu depuis 1919, dès l'établissement de la société des Nations, précurseur de l'actuelle Organisation des Nations Unies (ONU).

A l'époque l'accent était mis sur le « principe » et non sur le « droit ». Après la création de l'ONU, en 1945, le droit a été placé dans le cadre du droit international et même à titre de jus cogens.

En effet, l'article 1 paragraphe 2 et l'article 55 de la charte des Nations Unies pose « le principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droits à disposer d'eux-mêmes. »

A l'époque de la création de la charte, le monde ne connaissait pas de problème de décolonisation. Ce n'est qu'à partir de 1960 avec l'adhésion des pays africains au Nations Unies que la question de l'indépendance et du droit à l'autodétermination va se poser.

Le droit à l'autodétermination est donc défini comme le principe, selon lequel un peuple doit avoir le droit de choisir son destin. Cela peut vouloir dire accepter d'être rattaché à un Etat, rester dans une situation de semi dépendance, d'autonomie interne ou demander son indépendance.

Le peuple doit avoir le droit de déterminer sa propre forme de gouvernement indépendamment de toute influence étrangère.

Ce droit reprend le principe des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce droit apparaît comme un principe à contenu variable. Il peut se traduire par l'autodétermination externe ou l'autodétermination interne.

Dans le contexte du colonialisme ou d'apartheid, le droit des peuples à s'opposer d'aux mêmes peut désigner le droit des peuples vivants sous cet état, de déterminer librement et sans ingérence extérieure leur statut politique et de poursuivre leur développement économique, social et culturel. On parle alors de l'autodétermination externe.

Par contre, lorsqu'il s'agit des peuples constitués en états, on peut entendre par ce principe d'autodétermination, le droit de ces peuples à décider librement de leurs affaires internes et externe sans ingérence extérieure. On parlera d'autodétermination interne.

L'analyse des aspects internes et externes du droit à l'autodétermination est un sujet d'actualité dans la mesure où de nombreux peuples souhaitent leur indépendance. On peut par exemple évoquer le cas de Chypre ou encore le cas de la Nouvelle Calédonie.

Comment les peuples peuvent-ils faire usage du droit à l'autodétermination ?

Dans un premier temps, nous verrons les principes que soulève le droit à l'autodétermination dans les relations internationales **(I)** Pour finalement, nous intéresser à l'application de ce droit dans les relations internationales **(II)**.

I Le droit à l'autodétermination dans les relations internationales

La communauté internationale doit prendre en compte les processus nationaux dans sa recherche d'une mise en oeuvre, effective et non discriminatoire, du droit à l'autodétermination afin de s'assurer que ce concept puisse être évoqué de façon égalitaire entre les peuples.

Deux questions fondamentales sont liées à l'autodétermination. Tout d'abord, celle de savoir qui peut bénéficier de ce droit (A) et celle de savoir quelle est l'étendue de ce dernier (B).

A) Les bénéficiaires de ce droit

Les instruments juridiques attribuent ce droit « à tous les peuples ». Ce droit est reconnu notamment dans la charte des Nations Unies ou encore dans l'acte final signé à Helsinki en 1975.

Il convient donc de savoir ce qu'englobe la notion de peuple (1) pour ensuite voir le concept de peuple autochtone (2)

1) Le terme de peuple

→ Pas défini en droit international

→ Peuple souvent défini comme des groupes d'individus qui partagent certains de ces traits communs :

- une tradition historique
- une identité ethnique
- une homogénéité culturelle
- une unité linguistique
- une affinité religieuse ou idéologique
- une connexion territoriale
- une vie économique commune

→ Volonté ou conscience d'être un peuple et des institutions expriment son identité.

2) Le concept de peuple autochtone

→ Concept créé pour désigner les peuples indigènes qui réclament l'usage au droit à l'autodétermination.

→ Rapporteur José Martínez Cobo pose 6 critères pour définir les peuples indigènes et établir leur continuité historique jusqu'à nos jours :

- l'occupation, en totalité ou en partie, de terres ancestrales
- reconnaître comme ancêtres les occupants originels de ces terres
- la culture, en général ou ses manifestations particulières
- la langue
- la résidence dans certaines parties du pays ou en certaines régions du monde
- autres facteurs pertinents

On observe donc que pour pouvoir invoquer le droit à l'autodétermination, il faut être un peuple reconnu comme tel. Une fois désigné comme peuple, ce dernier exerce son droit à l'autodétermination dans son aspect interne et externe.

B) Les étendues de ce droit

Le droit à l'autodétermination a été créé pour aux petites nations d'exister face aux grandes puissances. Il s'agit d'un droit collectif qui ne peut être mis en œuvre qu'au niveau d'un peuple. Le peuple peut invoquer le droit à l'autodétermination d'un point de vue externe (1) et d'un point de vue interne (2).

1) L'aspect externe

→ Signifie que le peuple décide de leur statut international et de leur constitution ou non en un Etat indépendant.

→ Droit de renoncer à l'indépendance et de préférer une forme d'association avec un autre Etat ou d'être rattaché à un autre Etat.

→ Peut être invoqué quand :

- Peuples sous domination coloniale ou sous occupation étrangère
- Peuples soumis à la « subjugation, domination ou exploitation » en dehors du contexte colonial
- Peuples qui sont empêchés d'exercer leur droit à l'autodétermination dans son aspect interne

→ Se manifeste soit par l'indépendance, soit par la sécession.

→ La résolution 1514 (XV) en 1960.

2) L'aspect interne

→ Signifie pour le peuple dans son ensemble de décider de ses institutions et de choisir ses représentants. Être représenté dans

→ Interprétation minimaliste : obligation pour l'Etat de conduire des élections

→ Interprétation maximaliste : droit à la démocratie libérale, complété par la notion d'Etat de droit et de respect des droits de l'homme

→ Droit d'exercer une autonomie culturelle, linguistique, religieuse, territoriale ou politiques à l'intérieur des frontières d'un état existant.

→ droit à l'autodétermination :

- Concernant la culture
- L'économie ou les ressources naturelles
- Concernant les dimensions sociales
- Concernant la sécurité des personnes

Nous venons de voir que le droit à l'autodétermination est codifié dans la mesure où seuls les « peuples » peuvent faire usage de ce droit. Le droit à l'autodétermination peut s'exercer d'un point de vue interne et externe.

Ce droit est présent dans plusieurs traités, chartes ou conventions internationales. Nous avons plutôt étudié ce droit dans son aspect théorique, il convient donc désormais d'étudier le droit à l'autodétermination dans son application sur la scène internationale.

II Application du droit à l'autodétermination sur la scène internationale

Il existent deux formes d'autodéterminations : interne ou externe. Elles ne sont pas invoquées de la même façon ou encore pas aussi souvent. Il nous faut donc étudier la pratique du droit à l'autodétermination sur la scène internationale (A) pour nous rendre compte que la pratique à faire apparaître des limites à ce droit reconnu par le droit international (B).

A) La pratique de ce droit

La pratique de l'autodétermination interne (1) et de l'autodétermination externe (2) est entendue par les autorités des Etats ou l'on revendique à droit à l'autodétermination car ils veulent éviter les conflits au sein de la population.

1) L'aspect interne

→ Se manifeste par une demande d'autonomie comme par exemple :

- la Nouvelle Calédonie
- autonomie des autochtones aux Philippines
- au Kosovo
- les autonomies des colonies françaises au XIXème siècle

→ La structure de l'état : fédéral, décentralisé.

→ Etat peut être composé de plusieurs peuples mais la majorité des citoyens se définissent également comme un peuple.

Par exemple : en Espagne il y a le peuple espagnol majoritaire et d'autre peuple catalan, basque...

2) L'aspect externe

→ Droit à l'indépendance : droit de ne pas être échanger ou céder contre sa volonté

Cas des décolonisations :

- l'Inde avec une indépendance négociée
- les colonies d'Afrique
- le Sénégal vis-à-vis de la France

→ Droit à la sécession : droit pour un peuple de se séparer de l'Etat auquel il appartient

Exemples :

- l'écèlement de l'ex URSS
- l'Ukraine vis-à-vis de l'URSS
- la dissolution de l'ex Yougoslavie
- le cas de la Tchécoslovaquie

→ Droit mis en œuvre par des plébiscites ou des référendums.

Bien que tous les peuples puissent faire appel au droit à l'autodétermination, on observe que dans la réalité quelques obstacles peuvent survenir.

B) Les limites du droit à l'autodétermination

Le droit à l'autodétermination est perçut comme un jus cogens mais il peut s'opposer à d'autres jus cogens. Il se pose donc le problème de savoir lequel domine l'autre **(1)**. D'autre part, le droit à l'autodétermination nécessite que le peuple soit reconnu ou alors que l'Etat nouvellement crée soit reconnu pour exister **(2)**.

1) Opposition entre jus cogens ?

- Définition du jus cogens d'après l'article 53 de la Convention de Vienne du 23 mai 1969.
- Peut se heurter au principe d'intégrité du territoire prévu par l'acte final adopté à Helsinki en 1975
- Peut se heurter à l'unité du territoire
- que se passerait-il si tous les peuples se soulèvent dans les Etats sous le prétexte du droit à l'autodétermination.

2) Acceptation reconnaître de nouveau acteur

- Les exemples de décolonisations violentes comme en Algérie ou en Indochine.
 - Le nouvel état est-il reconnu par les Etats : problème palestinien
 - Des autonomies refusées comme le problème de Chypre
 - La notion de peuple se confond parfois à la notion de minorité. La qualification d'une entité selon l'une ou l'autre des notions ne s'explique que par le droit que l'on veut bien lui reconnaître.
- L'octroi d'un droit à l'autodétermination crée un peuple.
Le refus de ce droit crée une minorité.

Ainsi, seul les peuples qualifiés comme tel peuvent usage du droit à l'autodétermination. L'autodétermination peut s'utiliser au niveau interne et au niveau externe. Selon le niveau les conséquences sont différentes.

En effet, la pratique de ce droit peut se faire différemment. D'un point de vue interne on peut par exemple évoquer une demande d'autonomie. Et au niveau externe on peut évoquer une demande d'indépendance ou alors la sécession.

Mais toutefois ce droit rencontre quelques limites. Les organisations internationales doivent donc faire en sorte que tout peuple puissent accéder à ce droit sans discrimination tout en respectant les ordres normes internationales.